1. " La Compagnie de Jésus " sera une corporation composée de toutes les personnes qui font partie et qui feront à l'avenir partie de cette Compagnie, conformément à ses règles, statuts et règlements. Elle aura sous le nom ci-dessus succession perpétuelle. Elle aura droit d'avoir un sceau commun, altérable à sa volonté, et d'ester en justice de la même manière que toute personne peut le faire. Elle pourra posséder, accepter ou acquérir, par tout titre légal, des propriétés mobilières et immobilières, qu'elle pourra vendre, aliéner et hypothéquer, céder, louer, transporter, échanger, ou dont elle pourra disposer autrement, à quelque titre que ce soit, pourvu toutefois que le revenu annuel des immeubles possédés par cette Compagnie pour des fins de revenu dans aucun district, n'excède pas trente mille piastres.

2. Le but de la corporation sera l'entretien du culte public, la desserte des paroisses et congrégations, l'instruction religieuse et les missions, l'éducation et l'enseignement aux premier, second et troisième degrés, y compris l'instruction élémentaire, ainsi que les œuvres annexes aux œuvres ci-dessus énumérées, ou y ayant rapport. En conséquence, elle aura le droit d'établir, dans cette Province, des noviciats, scolasticats, pensionnats, externats et autres maisons, selon les fins de son Institut, et de jouir dans cette Province des privilèges accordés par le St-Siège aux supérieurs, professeurs et étudiants de la Compagnie de Jésus.

3. Cette corporation sera gouvernée selon ses règles de communauté, et elle aura le droit de faire et de passer des statuts, règles et règlements concernant l'administration des biens, la direction, la régie interne, l'élection, le nombre et le pouvoir des officiers et des directeurs, l'admission et la sortie des membres et généralement tout règlement en rapport avec les fins de la corporation.

4. Le siège corporatif de la corporation sera en la cité de Montréal. Un autre endroit pourra être choisi plus tard par règlement de cette corporation.

5. Cette corporation pourra nommer des officiers, procureurs ou administrateurs, et définir leurs pouvoirs. Les signatures du Supérieur de la Compagnie en cette Province ou du procureur de son établissement principal suffiront pour toutes les affaires légales.

6. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

Les débats qui ont eu lieu à cette occasion sont d'une grande importance, et jettent une vive lumière sur notre état social. Nos lecteurs nous sauront gré d'entrer dans quelques détails ; c'est une page intéressante de notre histoire . . .

C'a été une lutte extrêmement intéressante et instructive.— Finalement, dans l'espoir, sans doute, de mettre fin à l'opposition, les *promoteurs du bill* ont effacé tout ce qui, dans le projet de loi, avait trait à l'enseignement aux trois degrés et à la jouissance des privilèges pontificaux. C'est-à-dire que leur bill n'était plus qu'une simple reconnaissance civile de